



Pôle Recherches et Publications

Comment l'Afrique compose-t-elle avec ses nouveaux partenaires chinois ? Les classes dirigeantes africaines sont-elles en voie de sinisation ?

Intervention du :

Dr Christian POUT, Ministre Plénipotentiaire

HEC Paris EM 22, Visiting Associate Professor, Catholic Institute of Paris

Président du Think Tank CEIDES,

lors de la matinale du CEPS

Jeudi 04 Mai 2023

08h45- 10h15 (heure de Paris)

Propos introductifs

Les relations sino-africaines intègrent aujourd'hui de nouveaux narratifs qu'ils n'étaient pas possibles de prendre en compte dans les années 1960 lorsque la Chine resserra ses liens politiques avec certains pays africains et leaders indépendantistes pour défendre la « voie chinoise vers le socialisme », ou encore au plus fort de la propagande autour du partenariat dit « gagnant-gagnant » défendu par la Chine comme rupture fondamentale et meilleure alternative aux formes de coopération prônées par les occidentaux et réputées déséquilibrées. Dans un contexte de fortes rivalités internationales sous fond de défense des intérêts individuels entre les protagonistes, et dont les conséquences affectent plus durement les pays moins avancés, une prise de conscience collective plus significative s'est imposée. Cette dernière est l'un des moteurs de la remise en cause récurrente en Afrique des « bienfaits » supposés découlés des partenariats avec des Etats étrangers. La Chine (Etat et ressortissants) se trouve désormais être au cœur des polémiques sur le continent. Un temps perçu comme une voie de contournement aux bailleurs de fonds occidentaux et aux partenaires commerciaux et politiques classiques (souvent d'anciennes puissances tutélaires) taxés de condescendants et de paternalistes, la Chine essuie dorénavant aussi de vives critiques qui ont fait dire à d'aucuns que sous le couvert de la « Chinafrique », elle posait des actes encore plus nocifs sur le sol africain que des puissances qui ont eu un passé tumultueux avec l'Afrique.

Cependant, je dois dire que bien que ces perceptions de base traduisent une réalité, elles ne traduisent pas toutes les réalités. A la vérité, les rapports entre la Chine et l'Afrique oscillent entre appréciation réciproque, instrumentalisation commune, entraide, saisine d'opportunités, méfiance et parfois même défiance.

La Chine qui manifeste en permanence sa sollicitude à l'égard des pays africains et vice-versa, agit selon un plan d'action clair qui lui permet d'utiliser convenablement ses colossaux moyens financiers, ses entreprises, sa technique et sa technologie suffisamment avancées pour accroître son influence (aussi bien en Afrique qu'au-delà), faire des bénéfices tout en restreignant les marges d'action des puissances concurrentes.

Une bonne appréciation des stratégies de déploiement de la Chine et de leurs effets en Afrique invite à rapidement faire un tour d'horizons sur les principales rubriques qui composent les rapports sino-africains, ainsi que sur les procédés de pénétration ou d'influence utilisés pour capter durablement l'attention des élites locales africaines.

Comment l'Afrique compose-t-elle avec ses nouveaux partenaires chinois ?

Les relations sino-africaines couvrent un large éventail coopératif dont les principaux sillons ont été plantés lors de la tenue du premier Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC) en 2000. Les représentants chinois s'étaient alors engagés à « *impulser énergiquement, [...] la coopération entre l'Afrique et la Chine dans les domaines économique, commercial, financier, agricole, médical, sanitaire, technico-scientifique, culturel, éducatif, de la mise en valeur des ressources humaines, des transports, de l'environnement, du tourisme et autres, en vue de contribuer au développement commun de l'Afrique et de la Chine* » (FOCAC, 2000, article 10). Cette transversalité des interventions explique le profond ancrage de la Chine dans l'ensemble des pays africains (53 Etats à l'exception de l'Eswatini) dans une logique où « chacun devait trouver son compte ».

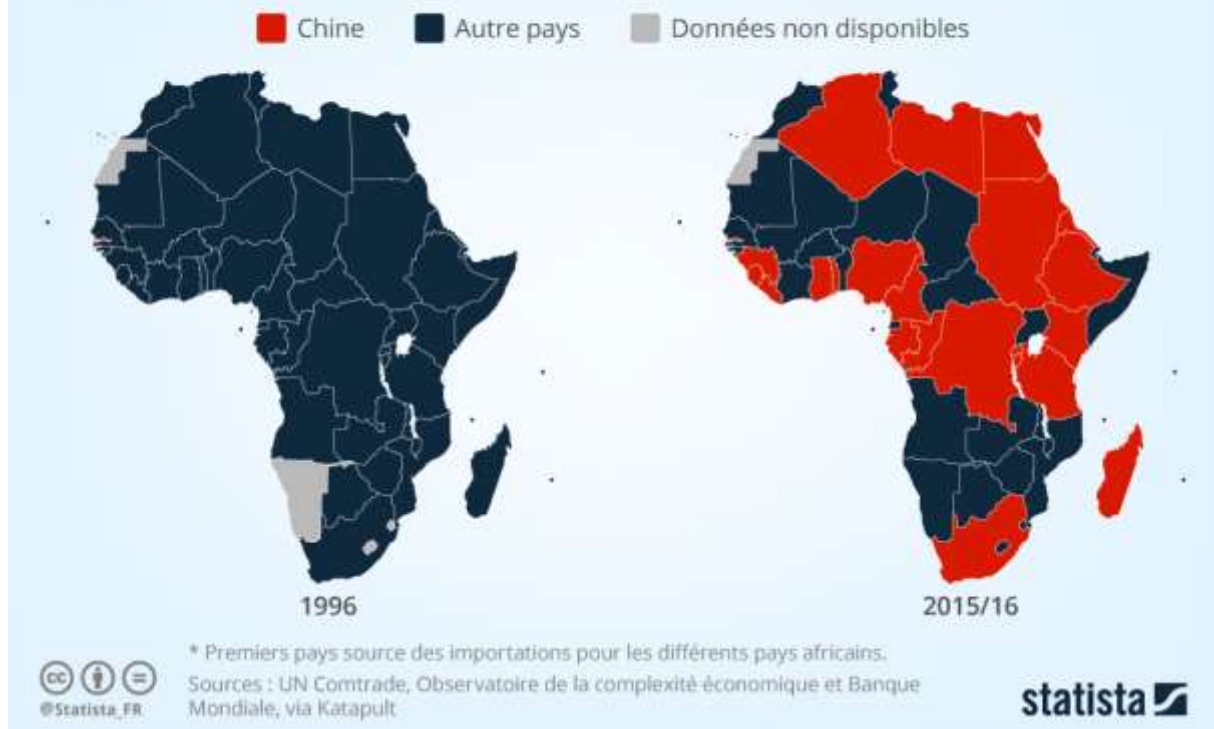
Au sein des pays africains, la Chine jouit d'une image un peu biaisée. C'est un ancien pays pauvre et fragile, devenu très riche et respecté dans le monde. Malgré sa puissance et ses capacités, ces pays considèrent que la Chine n'évolue pas semble-t-il dans une dialectique supérieure à inférieure, de riche à pauvre, chose qui a souvent été dénoncée dans les relations occidentalo-africaines. Les Etats africains apprécient aussi surtout, le fait que la Chine ne s'érige pas publiquement en donneuse de leçons en imposant unilatéralement ses conditionnalités dans le cadre des partenariats ou encore en se mêlant directement des affaires considérées comme réservées.

Tandis que pour la Chine, l'Afrique (et ses habitants) représente un milieu moins hostile à ses desseins, voire un possible allié dans la durée. C'est une source d'énormes débouchés pour le marché chinois qui sera plus rentable dans le temps long avec l'accroissement de sa population et du pouvoir d'achat. C'est également un territoire qui fournit des matières premières qui contribuent à satisfaire ses besoins internes et dont certaines ressources dites stratégiques sont la clé de l'évolution technologique. L'Afrique est enfin, une sorte d'amplificateur susceptible de donner un écho plus grand à l'influence internationale de la Chine et de lui venir en soutien dans des batailles au sein des grandes instances multilatérales.

Je m'attarderai succinctement sur les principaux axes collaboratifs entre la Chine et l'Afrique.

La Chine à la conquête de l'Afrique

Premiers partenaires commerciaux des pays africains en 1996 et en 2015/16 *



- Les contours de la coopération politico-diplomatique

Comme j'ai eu à le souligner, l'étroitesse des rapports sino-africains tire en partie sa source dans l'historicité des relations entre la Chine et les milieux indépendantistes africains des années 60. Ces relations ont favorisé avec le temps, l'enracinement d'une convergence politique et un rapprochement idéologique entre certains régimes africains (dont certains sont encore au pouvoir) dans différentes régions africaines et le Parti communiste chinois (PCC). On peut citer à titre d'exemples l'Afrique du Sud, le Zimbabwe, le Mozambique, l'Angola, le Congo etc.

Ces contacts se sont par la suite approfondis avec la signature d'accords de coopération et par la publication de déclarations conjointes avec les pays africains. Ce qui a aussi donné lieu à des usages à très forte valeur symbolique et stratégique à l'image du voyage effectué en janvier de chaque année, par le ministre chinois des Affaires étrangères en Afrique depuis 1991.

La Chine malgré ses approches au cas par cas dans chaque pays, considère l'Afrique comme un bloc unique à charmer et à conquérir en usant des atouts qu'offre la diplomatie politique et économique.

Elle n'a donc pas hésité à mettre en avant sa vision pour un monde plus juste et égalitaire dont les contours semblent correspondre à plus d'un titre aux orientations poursuivies par les Etats africains dans le cadre de leur politique étrangère privilégiant le soft power au hard power (dont ils sont dépourvus pour la plupart). En effet, la Chine s'est toujours positionnée en

faveur de la multipolarité, du multilatéralisme et pour une ouverture plus large de la scène internationale, ainsi que des instances mondiales sur la base de ses « cinq principes de la coexistence pacifique », notamment, le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays. Ces efforts dans ce sens au niveau africain ont connu un tournant avec la montée en gamme de ce qu'il est convenu d'appeler « la diplomatie des forums » pour traduire l'organisation de grandes rencontres thématiques réunissant des décideurs et leaders africains et chinois sur la même table.

Le plus important de ces forums, qui se réunit tous les trois ans, alternativement en Chine et en Afrique, le Forum of China Africa Cooperation (FOCAC) dont la dernière édition date de 2021 a été un motif pour Pékin d'organiser en prélude d'autres rencontres sectorielles de haut niveau (avec des Think tanks, des décideurs locaux, des acteurs de la gouvernance satellitaire etc.). Au-delà de la permanence de cet espace de rencontres et de l'importance des décisions qui y sont prises, il est intéressant de souligner la place majeure qu'il occupe désormais dans les agendas des dirigeants africains. En 2018 par exemple, selon Quartz Africa, deux fois plus de dirigeants africains ont préféré être présents à l'édition 2018 du FOCAC, à Pékin, plutôt que de prendre part aux travaux de l'Assemblée générale de l'ONU, deux semaines plus tard.

Je tiens enfin à préciser que le compagnonnage politico-diplomatique de la Chine auprès des Etats africains est aussi motivé par sa volonté de rallier ces derniers à sa quête de « prendre une part vigoureuse à la conduite de la réforme du système de gouvernance mondiale » telle qu'énoncée à la Conférence centrale de travail sur les affaires étrangères de juin 2018. Cela passe évidemment par la constitution d'un réservoir de voix pouvant servir en cas de vote au sein des instances internationales comme l'ONU pour obtenir un résultat précis ou modifier les normes internationales. De même, la constitution d'alliés dans le bloc africain s'avère aussi pour la Chine un préalable pour contrer ses adversaires américains et européens.

- **Les grands axes du partenariat économique et commercial**

Le partenariat économique et commercial sino-africain, regroupe les aspects les plus visibles de la présence chinoise sur le continent. Sur ce point on s'accorde à dire que les choses ont bien changé depuis les années 1950 où Mao Tsé-Toung lançait le projet de « l'aide économique et technique » de la Chine en Afrique. Les entreprises chinoises interviennent désormais sous plusieurs modalités. Parfois comme investisseurs, et le plus souvent comme prestataires de services, clients et fournisseurs de marchandises.

Selon l'Université Johns Hopkins, entre 2000 et 2019, les investisseurs chinois ont signé 1141 engagements de prêts d'une valeur de \$153 milliards avec des gouvernements africains et leurs entreprises publiques. Près de la moitié de l'aide chinoise au développement (dons et prêts concessionnels) était destinée à l'Afrique (46 % jusqu'en 2009 et 45 % entre 2013 et 2018). L'amélioration de celle-ci a d'ailleurs imposé la création en avril 2018 de la China International Development Cooperation Agency (CIDCA).

En matière commerciale, la Chine reste le premier partenaire commercial de l'Afrique, avec un volume d'échanges qui atteignait 208,7 milliards de dollars en 2019. L'Angola était le grand exportateur d'Afrique vers la Chine en 2019, suivi de l'Afrique du Sud et de la République du Congo. Le Nigeria était le plus gros acheteur de produits chinois, suivi de

l'Afrique du Sud et de l'Égypte, selon l'Institut de recherche Chine-Afrique de l'Université Johns Hopkins. On dénombrait en 2020, que toutes les activités chinoises étaient facilitées par les 3000 à 4000 entreprises actives. Je dois dire que ces chiffres peuvent considérablement évolués si on prend en compte les entreprises de droits africains constituées par des ressortissants chinois, dans le cadre d'une politique d'internalisation encore plus forte.

Les entreprises chinoises ont également continué à se déployer pour mettre la main sur des secteurs stratégiques comme la Banque où l'une d'elles a réalisé l'un des plus grands investissements chinois à l'étranger en acquérant fin 2007, 20% de la banque sud-africaine Standard Bank, pour 5,5 milliards de dollars.

De même, dans le secteur des ressources naturelles (pétrole, gaz, bauxite, cuivre, cobalt, coltan, or, lithium, terres rares, bois tropical, réserves halieutiques etc.) ces acquisitions n'ont cessé de croître.

Cependant, je dois dire que le projet phare qui retient l'attention est véritablement celui de l'initiative chinoise, les Nouvelles routes de la soie (Belt and Road Initiative – BRI), lancées en 2013 par le Président Xi Jinping et qui vise à renforcer les infrastructures, le commerce et les relations d'investissement en Afrique, en Asie du Sud et en Europe.



- **L'interventionnisme « mesuré » sur les questions sécuritaires**

La Chine n'a certes pas une présence militaire aussi remarquée que certaines puissances de même acabit en Afrique, mais il est clair que son engagement ne peut plus passer inaperçu. Ce dernier vise officiellement à promouvoir les intérêts économiques et stratégiques de Pékin, en particulier son Belt and Road Initiative – BRI, à sécuriser ses approvisionnements en matières premières, et aussi de plus en plus à assurer la sécurité de ses ressortissants. Je note sans surprise que depuis 2017, année au cours de laquelle la Chine a ouvert son unique base militaire extérieure à Djibouti, sa coopération en matière sécuritaire s'est discrètement accrue. Déjà avant cette année, elle avait pris part à quelques initiatives, à l'exemple des missions antipirateries dans le Golfe d'Aden en 2008 et des opérations de maintien de la paix de l'ONU au Sud-Soudan depuis 2012, Mali depuis 2013, RDC, Sahara occidental. Néanmoins, de mon point de vue, la montée de la violence et de nouveaux pics d'insécurité ne sont pas les seules motivations du renforcement de cet engagement. Il s'agirait plutôt aussi pour la Chine d'une part, de démontrer ses capacités et son expertise en la matière, et d'autre part, de consolider une image de pays défenseur des idéaux de paix et de sécurité internationale, et partant des droits de l'homme et du bien-être des citoyens africains. Cet interventionnisme se vérifie à plusieurs égards. La Chine est devenue le deuxième contributeur financier aux opérations de maintien de la paix. Elle a multiplié les formations à destination des militaires et organisé/financé plusieurs rencontres portant sur la sécurité en Afrique. L'implication de la Chine dans le champ sécuritaire s'est aussi accentuée grâce aux ventes de matériels militaires lourds à plusieurs pays (Algérie, Cameroun, Nigeria), et récemment, le 27 avril au Mali. Les interventions de l'Armée populaire de libération (APL) et des autres forces de sécurité chinoises, dont la Police armée du peuple (PAP) ne passent pas elles aussi inaperçues au Cameroun, au Gabon, au Ghana et au Nigéria, en Ethiopie, au Sierra Leone, au Soudan et en Zambie au Mali etc.

Il est par ailleurs aussi indiqué de souligner que les interventions de la Chine ne couvrent pas seulement les démarches opérationnelles, elles sont tout aussi visibles dans les couloirs où la médiation est mise en œuvre pour faire cesser des crises socio-sécuritaires, comme dans la Corne de l'Afrique, notamment en Ethiopie où un facilitateur chinois a pu s'exprimer.

- **Les atouts d'une empreinte culturelle forte**

La Chine accorde un rôle central à l'exercice du soft power comme moyen d'atteindre ses visées en Afrique. Cette fonction est en particulier confiée à ses véhicules culturels. Il se trouve que depuis 2005 où le premier Institut Confucius en Afrique fut établi par le Hanban, l'Université normale de Tianjin et l'Université de Nairobi (Kenya), la Chine comptait jusqu'en juin 2020, 61 centres culturels (Institut Confucius) et 44 laboratoires de langue (Classe Confucius) dans 46 pays africains. Les principales missions assignées à ces centres consistent à propager « les lignes non idéologiques, les valeurs harmonieuses et la confiance mutuelle pour lutter contre l'ingérence ». Ils sont aussi comme bon nombre d'institutions du genre pilotés par des puissances étrangères, des outils médiatiques, parfois de propagande, capables de façonner une image positive du pays à l'extérieur.

Concomitamment à l'avènement de ces Instituts, la Chine a mis en place un programme de volontaires chinois, destiné à promouvoir la culture chinoise en Afrique. Et aussi, plusieurs programmes de bourse à destination des étudiants et agents publics africains. En 2018, on estimait par exemple que 12 000 bourses étaient accordées par an pour 82 000 étudiants africains en Chine. En 2021, il s'était d'ailleurs tenu la première édition du Forum des étudiants africains, dont c'était la première édition, à Pékin. Selon China Africa Project, le forum avait réuni des étudiants de 36 pays africains. Il existe en outre une importante diaspora africaine en Chine.

Pour faire tomber les barrières linguistiques et idéologiques, la Chine a aussi opté d'investir dans les médias spécialisés sur l'actualité africaine, dans des langues parlées sur le continent, c'est le cas des médias (Xinhua, CCTV).

Les opérations de charme et de marketing politique quant à eux procèdent plus des facilités accordées pour des visites touristiques parfois sans aucune charge pour les personnalités africaines.

Les classes dirigeantes africaines sont-elles en voie de sinisation ?

Les indicateurs qui soulignent l'emprise économique, les succès de la diplomatie culturelle, et les facilités politiques accordés, inclinent à penser que la proximité des élites dirigeantes avec la Chine emprunte souvent un chemin opaque où les règles à observer peuvent laisser place à la poursuite des intérêts individuels. En effet, l'une des stratégies de la Chine pour pénétrer certains marchés consiste à tisser des réseaux en ciblant les personnalités clés des appareils politico-administratifs des Etats africains. Si cette tendance n'a rien de condamnable aux premiers abords, ce sont les rapports intéressés que ces liens engendrent souvent qui sont de nature à nuire aux intérêts des pays africains.

Critiques

Il existe un processus de sinisation qui essaye de gagner du terrain. La trop grande dépendance des pays et dirigeants fragilise leur armature en effet. Toutefois, ce processus reste limité, d'abord par ce que d'autres puissances traditionnelles et émergentes (re)entretiennent une relation de proximité avec les pays et leaders africains. Ce qui dilue considérablement l'expansion de la vision chinoise. Ensuite, par ce que certaines puissances dites traditionnelles semblent également menées ce qui s'apparente à une véritable campagne de China bashing qui passe par la propagande médiatique et d'autres formes d'indexation, aussi bien en Afrique qu'au-delà. Il est évident que des enjeux économiques et géopolitiques ne sont pas étrangers à ce matraquage médiatique. Enfin, les africains sont plus méfiants des pratiques chinoises.

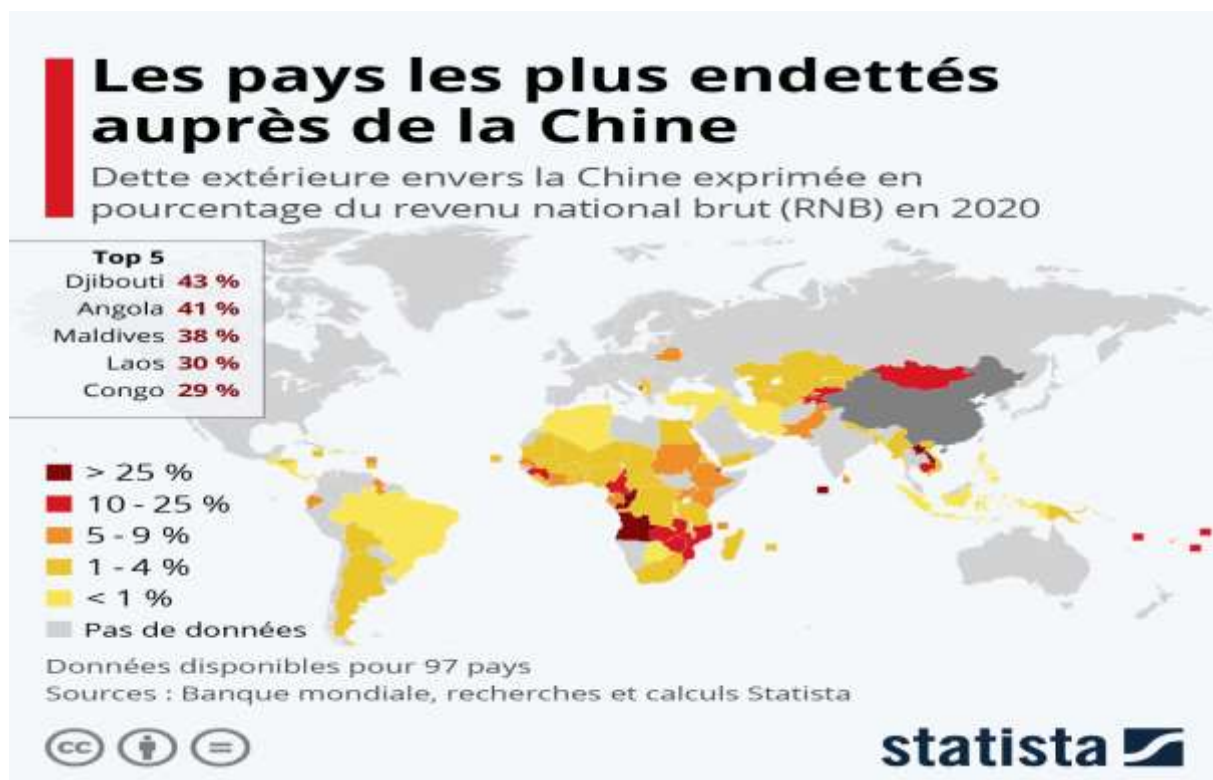
Sur ce dernier point, sans vouloir euphémiser l'influence de la Chine en Afrique, je dois néanmoins dire que les relations qu'elle entretient avec le continent et les cercles de prise de décisions ne sont pas sans nuages ombrageux, loin s'en faut. On observe de plus en plus ces dernières années une levée de boucliers. Des interrogations, voire critiques acerbes sont

formulées contre les actions de la Chine, de ses entités (entreprises où l'Etat détient des intérêts) et de ses ressortissants sur le sol africain. Il est intéressant de noter que des leaders politiques et hauts responsables publics montent au créneau et joignent leurs voix à la société civile et aux communautés pour dénoncer un certain nombre d'abus. Lesdits abus ou du moins ce qui est considéré comme tel sur le continent, se cristallisent sur des sujets d'intérêt national, qui touchent parfois à la survie et à la souveraineté des Etats, ainsi que sur celles qui concernent plus directement le bien-être des populations.

On peut ainsi mentionner :

- Le poids de la dette bilatérale qui a atteint un pourcentage critique

La Chine est la principale détentrice (un tiers) de la dette extérieure africaine estimée à 365 milliards de dollars. Elle est le premier prêteur bilatéral de nombreux pays africains. Entre 2000 et 2018, 50 pays africains sur 54 ont emprunté à la Chine. Les conditions dans lesquelles ces gouvernements africains se sont réendettés auprès de la Chine posent question et nourrissent des soupçons de dette cachée (recours aux prêts gagés sur les infrastructures et les ressources naturelles, fonctionnement opaque des institutions prêteuses chinoises, endettement pour des infrastructures à la rentabilité douteuse, clauses exorbitantes du droit commun, etc.). Certains pays sont plus mal logés que d'autres, c'est le cas en particulier de la RDC, Zambie, Tanzanie de Magufuli et de l'Angola de Joao Lourenço (dette de 43 milliards de dollars). Ce dernier aspect a par exemple favorisé en 2020, l'acquisition de parts de la SONANGOL, la compagnie pétrolière nationale par la société chinoise Sinopec. Bien que la Chine ait consenti à des annulations de dettes et à des rééchelonnements, ces mécanismes restent limités pour sortir de la dépendance.



- **Déséquilibre de la balance commerciale**

L'asymétrie des relations sino-africaines se vérifie aussi à travers l'inversion de la balance commerciale. Au début déficitaire pour la Chine, cette dernière est maintenant excédentaire à son profit. Pour la Chine, l'Afrique ne représente qu'une faible partie de son commerce extérieur (4,6 % ou 209 milliards de dollars en 2019) et de son stock d'investissement directs (IDE) à l'étranger (2 % ou 44 milliards de dollars).

- **Les clauses contractuelles excessivement avantageuses**

Cette situation a été à l'origine de la renégociation de nombreux contrats sous fond de scandales à l'exemple du contrat du siècle entre la Chine et la RDC, où encore dans la construction de certaines infrastructures en Afrique de l'Est.

- **La main mise sur des secteurs industriels hautement stratégiques comme dans l'industrie extractive et critique du modèle de partenariat chinois (contrats clés en main)**

Le modèle critiqué est celui qui consiste à réaliser un nombre toujours plus important d'infrastructures, à l'aide de capitaux, d'entreprises et d'ouvriers chinois.

Par ailleurs, des contrats de construction sont négociés par la Chine en échange de concessions minières en Afrique, comme en Zambie ou au Zimbabwe, ou des crédits octroyés en échange d'une part de la production nationale de pétrole, comme en Angola. Les entreprises chinoises font ensuite venir leur main-d'œuvre et leurs matériaux.

- **La corruption des élites**

En Afrique du Sud et dans plusieurs autres pays, des accusations de corruption des élites ont ébranlé l'opinion et renforcé le sentiment anti-chinois.

- **La présence de sociétés de sécurité privée au mandat flou**

- **La concurrence déloyale, qui participe à désorganiser le tissu économique et commercial local**

- **Traitement dégradant des migrants africains en Chine**

- **La violation du droit de l'environnement – impacts**

- **La faible prise en compte de la RSE et du local content**
- **Faible prise en compte des dispositifs locaux et internationaux de protection des droits humains (travail décent, protection des droits de l'homme etc.)**

Le Centre africain d'Etudes Internationales, Diplomatiques, Économiques et Stratégiques (CEIDES) est un laboratoire d'idées qui cumule plus d'une dizaine d'années d'expérience dont six d'existence officielle sous la forme d'une association indépendante, à caractère scientifique et à but non lucratif.

Le CEIDES a vocation à contribuer à la paix et à la prospérité du continent. Il s'engage ainsi à travers la stratégie, la recherche, le conseil, l'influence et la formation dans le cadre du continuum des 3D Développement/Diplomatie/Défense.

Il compte 4 Clubs actifs qui rassemblent des décideurs, chercheurs et partenaires à différentes échelles.

L'intelligence des situations et des contextes, sans enfermement systémique, par recours à la rigueur méthodologique des sciences sociales, la capacité à mettre en place des espaces ouverts, transdisciplinaires et multiacteurs de dialogue structuré et en partager le fruit par des mécanismes de lobbying et plaidoyer sont notre cœur de métier.



ceides
Centre africain d'Etudes Internationales
Diplomatiques Economiques et Stratégiques

B.P. 35147 Bastos-Yaoundé/Cameroun

Tél : (+237) 243 105 872

www.ceides.org Email : infos@ceides.org



Think tank Ceides